



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE STOCKHOLM

N° 40 - 14 novembre 2022

Pays nordiques

Les pays nordiques sont parmi les mieux classés dans l'attractivité des talents, selon l'édition 2022 de l'Index mondial de compétitivité en matière de talents publiée par l'*Insead*, le *Portulans Institute* et le *Human Capital Leadership Institute*. Cet indicateur mesure la capacité des pays à produire, attirer et retenir le capital humain sur leur territoire. Derrière la Suisse (1^{ère}) et Singapour (2^{ème}), le Danemark arrive en 3^{ème} position et détrône les Etats-Unis (4^{ème}) ; la Suède (5^{ème}), la Norvège (7^{ème}), la Finlande (8^{ème}) et l'Islande (12^{ème}) apparaissent comme les leaders mondiaux de l'attractivité des jeunes talents. Les pays nordiques bénéficient principalement d'un environnement favorable à l'innovation, d'un niveau de compétences et de connaissances élevé et arrivent ainsi à retenir davantage les talents qu'à les produire.

La réunion du Conseil nordique souligne l'importance de la coopération nordique, le 1^{er} novembre à Helsinki. Les premiers ministres du Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède ont participé à cette réunion. Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson a évoqué l'importance de la cohésion nordique en soulignant que les pays nordiques sont confrontés aux plus grands défis de l'histoire moderne en termes de politique étrangère, de sécurité et de défense. Selon lui, ces pays peuvent devenir des leaders mondiaux en matière de paix et de liberté, de transition verte et de lutte contre le changement climatique. Tous les pays présents ont rappelé leur volonté de voir la Finlande et la Suède rejoindre l'OTAN. "Ce sera un moment historique lorsque les cinq pays nordiques feront partie de l'OTAN", a déclaré le Premier ministre norvégien Johan Gahr Støre.

Classement 2022 des pays nordiques selon leur compétitivité en matière de talents

	Rang global	Rendre possible l'existence des talents	Attirer les talents	Produire les talents	Retenir les talents	Compétences professionnelles et techniques	Compétences en matière de connaissance globale
Danemark	3	2	7	7	3	5	8
Suède	5	6	11	12	4	11	5
Norvège	7	8	14	11	5	4	4
Finlande	8	4	9	15	2	6	14
Islande	12	18	15	23	11	10	3
France	19	20	25	9	21	22	21

Source: Insead, rapport GTCL, novembre 2022

Danemark

À l'issue d'une élection particulièrement serrée, le bloc rouge, mené par Mette Frederiksen, conserve sa majorité au Parlement. Il aura fallu attendre la fin du dépouillement des votes, et la victoire des deux sièges groenlandais par le bloc rouge, pour que celui-ci soit assuré d'atteindre la majorité des 90 sièges, sur les 179 que compte le Parlement. La coalition de gauche sortante – Sociaux-démocrates (*Socialdemokratiet*), Parti socialiste populaire (*Socialistisk Folkeparti*), Liste unitaire (*Enhedslisten*), Parti social-libéral (*Radikale Venstre*), L'Alternative (*Alternativet*) – a récolté 87 sièges, auxquels s'ajoutent un siège féroïen et deux sièges groenlandais. À eux-seuls, les Sociaux-démocrates ont remporté 50 sièges, avec 27,5% des voix (+1,6 point par rapport à leur score de 2019). Le bloc bleu – rassemblant la droite et l'extrême droite – récolte 73 sièges, dont un siège féroïen. Le Parti libéral (*Venstre*), principale force de droite, chute avec 13,3% des suffrages, soit 23 sièges, loin des 43 qu'il occupait jusqu'alors (-10,1 points par rapport aux élections de 2019). Les Modérés (*Moderaterne*) et les Démocrates du Danemark (*Danmarksdemokraterne*), deux formations politiques récemment créées par des anciens poids lourds du Parti libéral (*Venstre*), font leur entrée au Parlement avec respectivement 16 et 14 sièges. Une période de négociations s'est ouverte, afin de permettre aux partis de former un nouveau gouvernement, ce qui pourrait prendre plusieurs semaines.

Nouvelle intervention de la Banque centrale (*Danmarks Nationalbank*) sur le marché des changes. Pour le deuxième mois consécutif, la Banque centrale a échangé des devises pour 22,3 Mds DKK (3,0 Mds€) en octobre, dans le but d'affaiblir la couronne face à l'euro et, ainsi, défendre la politique de taux de change fixe du Danemark. Autre signe du renforcement de la couronne danoise face à l'euro, la nouvelle hausse des taux d'intérêt, annoncée le 27 octobre dans le sillage des annonces de la Banque centrale européenne (BCE), s'est d'ailleurs limitée à 0,60 point (contre +0,75 point pour la BCE). L'écart

entre les taux directeurs de la BCE et de la Banque centrale danoise est ainsi porté à 0,25 point, un niveau jamais atteint depuis 2009. À la fin du mois d'octobre, les réserves de change danoises s'établissaient à 563,6 Mds DKK (75,8 Mds€), en hausse de 9,4 Mds DKK (1,3 Md€) par rapport au mois de septembre.

Le Danemark a enregistré un excédent public de 91 Mds DKK (12 Mds€) en 2021. Sur cette période, le Danemark et le Luxembourg sont les seuls pays de l'Union européenne à afficher un solde excédentaire, respectivement de l'ordre de 3,6% et de 0,8% du PIB. En moyenne, le déficit public a atteint -4,6% dans l'Union et -5,1% dans la zone euro. Du côté de la dette, le Danemark figure parmi les pays les mieux classés de l'UE, avec une dette publique égale à 36,6% du PIB en 2021, juste derrière l'Estonie (17,6%), la Bulgarie (23,9%), le Luxembourg (24,5%) et la Suède (36,3%). Pour rappel, la moyenne européenne avoisine les 88% du PIB.

L'inflation continue d'atteindre des niveaux records. En septembre, le taux d'inflation a atteint 11,1% au Danemark en glissement annuel (+1,2 point par rapport au mois d'août), dépassant ainsi la moyenne de l'Union européenne (10,9% en g.a). L'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) demeure inchangée (6,7%). Sur cette période, l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) précise que l'inflation reste tirée par la hausse des prix de l'électricité (335€/MWh en moyenne en septembre, selon les données de la Confédération des industries danoises). Au niveau européen, la France enregistre le taux d'inflation le plus faible (6,2% en septembre en g.a), quand l'Estonie enregistre le taux le plus élevé (24,1% en g.a).

La majorité des entreprises danoises ne prévoient pas de recourir au nouveau régime de gel des factures énergétiques. En vigueur depuis le 1^{er} novembre, ce régime permet aux ménages et aux

entreprises de geler une partie de leurs factures de gaz et d'électricité dès lors que leur montant dépasse une certaine limite, définie par rapport aux prix pratiqués au cours du quatrième trimestre 2021. Dans les faits, les entreprises contracteraient alors un prêt auprès de l'État, avec un taux d'intérêt de 4,4%. Une récente étude du syndicat des cadres (*Lederne*) révèle que trois chefs d'entreprise sur quatre ne souhaitent pas profiter de ce régime, qui n'intéresserait que 2% des sondés. L'organisation professionnelle des PME (*SMV Danmark*) et la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) estiment, de leur côté, que certaines entreprises en difficulté pourraient finalement opter pour l'interruption de leur activité.

Fourniture de gaz norvégien au Danemark: Ørsted conclut un accord avec Equinor. Cet accord, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023, et ce, jusqu'au 1^{er} avril 2024, garantit au Danemark un approvisionnement en gaz d'environ 8 TWh, soit un quart de la consommation totale du pays. La livraison de gaz sera réalisée via le Baltic Pipe, ouvert plus tôt dans l'année et reliant notamment la Norvège au Danemark. L'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) se félicite de la conclusion de cet accord, qui réduit le risque de coupure des consommateurs dits interruptibles, à savoir une cinquantaine d'entreprises danoises. L'horizon s'éclaircit pour l'énergéticien danois, qui devrait être en mesure de couvrir la consommation des Danois cet hiver et l'année prochaine, grâce aux livraisons norvégiennes, à la production du champ gazier de Syd Arne (en mer du Nord) ainsi qu'au biogaz.

Violation des sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie.

Le quotidien *Børsen*, qui a eu accès à un document de la cellule nationale pour les crimes spéciaux (*National Enhed for Særlig Kriminalitet*), révèle que 12 entreprises danoises font actuellement l'objet d'une enquête de police, en raison de soupçons de violations des sanctions instaurées par l'UE. Ces entreprises auraient notamment exporté vers la Russie des marchandises qui font l'objet d'une interdiction via des pays de transit, tels que l'Arménie, le Kirghizstan ou le Kazakhstan. L'Autorité danoise des douanes (*Toldstyrelsen*) avait alerté dès le mois de juin, en annonçant que les exportations danoises vers le Kazakhstan avaient explosé depuis le début du conflit russo-ukrainien. Les données de l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) montrent que le volume mensuel moyen des exportations danoises vers ce pays est passé de 185 tonnes en 2021 à 410 tonnes entre mars et septembre 2022. De son côté, l'Autorité danoise des entreprises (*Erhvervsstyrelsen*), chargée du contrôle des exportations, a déclaré avoir examiné 34 cas de potentielles violations des sanctions européennes depuis le déclenchement du conflit. Outre les 3 dossiers déjà transmis aux autorités de police, 23 ont été classés sans suite, 6 demeurent en attente et 2 font l'objet d'un examen de la part d'autres autorités.

Contrat entre Safran Nacelles et la compagnie aérienne Air Greenland.

D'une durée de 12 ans, cet accord porte sur la maintenance, la réparation et la révision des nacelles de l'Airbus A330neo acquis par la compagnie groenlandaise en décembre 2020.

Finlande

Les consommateurs finlandais ont réalisé des économies d'électricité.

Selon l'opérateur du réseau électrique *Fingrid*, les Finlandais ont réussi à économiser de l'électricité

entre les mois d'août et octobre 2022. La consommation a diminué de 3% en août en glissement annuel, de 7% en septembre et de 8% en octobre.

Le Ministère des Finances publie des recommandations sur la trajectoire des finances publiques.

En Finlande, les ministères ont pour tradition d'envoyer des recommandations, à destination des partis politiques, avant la tenue d'élections législatives (ndlr : des élections auront lieu au printemps 2023). Dans ce rapport, publié début novembre par une *Task Force* du Ministère des Finances, plusieurs pistes visant au renforcement de la crédibilité et de l'efficacité du cadre de gestion des finances publiques sont proposées. Parmi elles, figurent notamment l'intégration dans le nouveau programme de coalition gouvernementale, d'objectifs de situation budgétaire (ratios de déficit et d'endettement public exprimés par rapport au PIB) pour la fin de la prochaine mandature, soit en 2027. Les solutions proposées visent de manière générale à imposer un cadre budgétaire très précis et contraignant au prochain gouvernement. Ces recommandations vont au-delà de simples plafonds pluriannuels de dépenses, tels qu'ils sont actuellement fixés et révisés chaque année au sein de la coalition gouvernementale. A ce stade, les partis politiques finlandais n'ont pas commenté le rapport, lequel a suscité uniquement des réactions de la part d'universitaires ou de think tanks.

Islande

Le chiffre d'affaires du secteur touristique islandais a dépassé 1,3 Md€ cet été.

Selon les déclarations de TVA, le chiffre d'affaires du secteur touristique islandais a dépassé 196 Mds ISK (1,3 Mds€) de juillet à août, soit une augmentation de près de 78% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de chômage s'établit à 2,7% en septembre 2022.

Selon les chiffres de Statistics Iceland, le taux de chômage a diminué de 1,2 point de pourcentage entre août et septembre. Un peu moins de 211 600 personnes étaient employées sur le marché du travail islandais en septembre 2022, soit près de 10 900 de plus qu'en septembre 2021 (+5,4%). Les travailleurs immigrés représentent 22,1% du nombre total de salariés.

Nokian Tyres acte la vente de ses activités en Russie, et annonce investir en Roumanie.

Le fabricant de pneus finlandais (dans lequel l'Etat détient 9,4% des actions via le fonds public *Solidium*), a signé un accord de vente avec la compagnie pétrolière russe *Tatneft* (qui avait déjà racheté les activités de *Neste* en Russie en 2019). Le groupe finlandais, présent en Russie depuis 2005, avait annoncé son intention de quitter le marché russe en juin dernier, en réaction à la guerre en Ukraine. Environ 80% des pneus pour voitures de tourisme de l'entreprise étaient produits dans le pays, principalement destinés à l'exportation. La zone Russie-Asie comptait ainsi pour 20% de son chiffre d'affaires, derrière la région nordique (40%) et le reste de l'Europe (27%), mais devant le continent américain (13%) sur lequel l'entreprise est pourtant bien implantée. Suite à ce départ, *Nokian Tyres* a procédé à une réorganisation, en augmentant les capacités de ses usines en Finlande et aux États-Unis, et a annoncé la création d'une nouvelle usine en Roumanie. L'installation de cette dernière, dont le coût est estimé à environ 650 M€, permettra la sortie des premiers pneus de l'usine au second semestre 2024.

La compagnie de bus Straeto est en difficulté.

La compagnie de bus *Strætó* (ville de Reykjavik) a perdu 600 M ISK (4 M€) au cours du premier semestre 2022. La compagnie a également annulé son service de nuit et a augmenté les prix de ses billets de 12.5% pour atteindre 550 ISK (4€). La vice-directrice de la compagnie *Alexandra Briem* regrette dans la presse locale que l'Etat n'ait investi que 1 Md ISK (7 M€) pour *Strætó* contre près de 9 Mds ISK (63 M€) dans les mesures de soutien pour les voitures électriques. Le ministre des infrastructures, *Sigurður Ingi Jóhannsson*, a rappelé que les municipalités sont responsables des opérations de transport public, et que les dotations leur ont bien été versées.

L'industrie de la pêche a plus que doublé ses bénéfices en 2021 par rapport à 2020.

L'année dernière, le bénéfice des entreprises islandaises de l'industrie de la pêche était de 65 Mds ISK (4,5 Mds€), contre 29 Mds ISK (202 M€) en 2020. La part de l'aquaculture dans le secteur de la pêche islandaise atteint désormais 13%, soit un chiffre d'affaires de 48 Mds ISK (332 M€) l'année dernière.

La ville de Reykjavík procède à des coupes budgétaires en raison d'un important déficit.

Selon le budget présenté au conseil municipal, la ville de Reykjavík procédera à d'importantes coupes budgétaires l'année prochaine. La ville anticipe un déficit de 15 Mds ISK (105 M€). Le déficit de l'année prochaine devrait être de 6 Mds ISK (42 M€).

Norvège

La Banque de Norvège a de nouveau augmenté ses taux directeurs.

Le 3 novembre, la Banque de Norvège a annoncé une nouvelle hausse de ses taux directeurs de +0,25 points de pourcentage à 2,5%. Ce niveau, qui n'avait pas été atteint depuis 2009, est une réponse à une inflation toujours en hausse (+6,9% en septembre). La Norges Bank devrait de nouveau relever ses taux en décembre.

La Norvège et la Russie ont trouvé un accord sur la pêche en mer de Barents pour 2023 malgré les fortes tensions entre les deux pays.

Les négociations annuelles sur la gestion des stocks de pêche en mer de Barents ont débouché sur un nouvel accord pour 2023 entre la Norvège et la Russie, conclu sur la base de recommandations scientifiques et de règles de gestion. Les parties ont également convenu d'un programme de recherche marine conjoint pour 2023. La Russie a toutefois annoncé que l'accord de pêche pour 2023 pourrait être suspendu si un nouveau durcissement des restrictions norvégiennes pour les navires de pêche russes faisant escale dans les ports norvégiens était introduit. La Norvège défend les sanctions contre la Russie et contrôle le respect des réglementations relatives aux sanctions, tout en plaidant pour une gestion durable des ressources halieutiques. La Norvège a d'ailleurs adopté le 28 octobre le 8^{ème} paquet de sanctions de l'UE contre la Russie, trois jours après cet accord sur la pêche. Ces négociations se sont donc déroulées dans un contexte de fortes tensions entre les deux pays, du

fait des sanctions norvégiennes et de plusieurs cas d'espionnage russe. Le 25 octobre, un chercheur « brésilien », travaillant à l'Université de Tromsø sur la sécurité dans l'Arctique, le droit de la mer et le désarmement, a ainsi été arrêté. Il était soupçonné d'être un espion russe, ce qui s'ajoute à la longue liste des arrestations intervenues suite à des survols de drones russes en Norvège ces dernières semaines. Le 1^{er} novembre, la Norvège a relevé le niveau d'alerte des forces armées d'un cran afin qu'elles se concentrent sur les missions prioritaires, dont le renforcement de la présence et de l'attention autour des infrastructures sensibles en mer et sur terre.

Au 3^{ème} trimestre 2022, Equinor a enregistré un résultat record de 24 Mds€ en 2022, ce qui a contribué à l'accroissement de la valeur du fonds souverain norvégien malgré la baisse des marchés.

Equinor a enregistré un résultat trimestriel ajusté record de 24 Mrds d'euros avant impôts au troisième trimestre 2022 en raison de prix du gaz qui ont culminé en Europe à 340 euros/MWh en août, mais sont depuis retombés à environ 100 euros du fait d'une météo clémente en octobre et de stocks au plus haut niveau dans de nombreux pays. Equinor a d'ores et déjà conclu plusieurs nouveaux accords de livraison de gaz, notamment avec le danois Ørsted qui recevra du gaz en 2023 et 2024, et le polonais PGNiG qui en recevra dans le cadre d'un accord de dix ans via le nouveau Baltic Pipe qui relie la Norvège à la Pologne. Les prix élevés des hydrocarbures,

contribuant à une forte hausse des recettes fiscales pétrolières, ont permis d'accroître la valeur du fonds souverain norvégien. Il a ainsi augmenté au troisième trimestre de 55,9 Mds€ pour atteindre 1.221 Mds€ au 30 septembre 2022, et ce malgré un rendement négatif des investissements de 4,4% lié notamment à l'impact de la hausse des taux, de la forte inflation et de la guerre en Europe qui ont affecté à la baisse les marchés actions, obligataires et de l'immobilier non coté. Les actions représentent désormais 68,3% des actifs du fonds (au lieu de 72% l'an dernier), les obligations 28,5% et l'immobilier non coté 3%.

En marge de la COP 27, le gouvernement norvégien a de nouveau relevé ses ambitions de financements climatiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le 3 novembre, le gouvernement norvégien s'est engagé à réduire de 55% d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 1990. Jusqu'à présent, la réduction devait être d'au moins 50%. L'an dernier, les émissions norvégiennes ont reculé de 0,7%, portant leur volume total à un niveau inférieur de 4,7% à celui de 1990. Cette annonce, quelques jours avant le début de la COP 27, a vocation à servir d'encouragement pour les autres pays à entreprendre des réformes ambitieuses. Par ailleurs, dans son intervention à Charm el-Cheikh le 8 novembre, le Premier ministre Jonas Gahr Støre s'est engagé à doubler les financements climatiques de la Norvège de 7 à 14 Mrds de dollars par an d'ici 2026. Le Premier ministre a par ailleurs appelé à mieux préserver les forêts tropicales dans la lutte contre le réchauffement climatique et confirmé l'objectif d'une hausse de la taxe carbone à 200 euros/tonne d'ici 2030. M. Støre a également annoncé le renouvellement du partenariat norvégo-indonésien sur la forêt vierge et participé au lancement d'un projet d'usine à hydrogène vert en Egypte par le groupe norvégien Scatec. En parallèle, l'UE et la Norvège doivent conclure un accord sur l'industrie verte, probablement à la fin de la COP 27.

Le Forum CCUS, coorganisé par l'UE et la Norvège, qui s'est tenu à Oslo les 27 et 28 octobre a souligné l'importance du projet Northern Lights pour l'Europe. Lors du Forum sur la capture, l'utilisation et le stockage du carbone (CCUS) co-organisé par l'UE et la Norvège, qui s'est tenu à Oslo les 27 et 28 octobre, la Commissaire européenne à l'Énergie, Kadri Simson, s'est félicité que ce Forum se tienne en Norvège, « leader incontesté sur ce sujet », en soulignant le rôle clé que le projet « Northern Lights », l'un des six projets d'intérêt commun d'infrastructures de transport et stockage de CO2 en Europe, est appelé à jouer en Europe dès 2024. Ce projet de stockage d'une partie du CO2 européen sous le plateau continental norvégien est porté par une *Joint-Venture* réunissant à parts égales TotalEnergies, Equinor et Shell.

Le plan de sauvetage de Flyr a été adopté. Le conseil d'administration de Flyr, compagnie aérienne norvégienne low-cost, a accepté le 9 novembre la proposition de sauvetage reposant sur une levée de 700 millions de NOK (70 millions d'euros) auprès d'investisseurs via quatre émissions. A l'annonce de cet accord, l'action de Flyr a rebondi de 60% après une forte baisse ces derniers jours. Les capitaux devront être trouvés au premier trimestre 2023 pour garantir la survie de la compagnie aérienne.

Suède

Le nouveau gouvernement suédois propose un projet de loi des finances 2023 plus orthodoxe qu'attendu.

Elisabeth Svantesson, ministre des Finances du nouveau gouvernement de droite, dirigé par le Modéré Ulf Kristersson, a présenté son projet de loi de Finances devant le Parlement mardi 8 novembre, fruit d'un compromis entre Modérés, Chrétiens-Démocrates, Libéraux et les Démocrates de Suède. Le vote du Parlement est prévu pour le 13 décembre. Contrairement à ce que les promesses de campagne et l'accord de coalition laissaient présager, le budget 2023, i/ ne prévoit quasiment pas de baisses d'impôt – hormis une réduction des taxes sur l'essence et le diesel et ii/ est même restrictif, avec une amélioration du solde structurel (déjà positif) de 0,3 points. En dépit d'une conjoncture nettement dégradée (une baisse du PIB de 0,4% est anticipée pour 2023), la politique budgétaire s'inscrit dans la continuité de celle mise en œuvre par le précédent gouvernement avec une priorité donnée à la consolidation des finances publiques. Les nouvelles mesures de dépenses en 2023 (0,7 point de PIB) se concentrent sur : i/ une réduction des taxes sur le carburant, ii/ l'augmentation des crédits de sécurité et défense, iii/ le maintien de l'assurance chômage à son niveau actuel. Des moyens supplémentaires sont également octroyés à la filière nucléaire. Les principales coupes concernent l'aide au développement et les budgets alloués à l'accueil des réfugiés.

La Banque de Suède met en garde contre une augmentation de l'instabilité financière,

suite à la publication du rapport de stabilité. Même si les banques suédoises sont très bien capitalisées (leurs fonds propres oscillent entre 22% et 23% du bilan), la Riksbank met en garde les banques et rappelle les risques liés à l'endettement des ménages (223% des revenus disponibles) et la part importante des crédits alloués à des entreprises non financières (42%). Selon le scénario de base du *stress-test*, les créances douteuses pourraient atteindre 50 Mds de SEK (4,6 Mds€) sur les 3 prochaines années (soit

3 fois plus qu'en temps normal). Pour faire face à cette situation, la Banque de Suède demande à ce que les banques soient davantage réticentes en termes de distribution de dividendes et de rachats de titres. La Riksbank considère également que le régulateur financier devrait augmenter le fonds contracyclique de 2% à 2,5%.

Le PIB a augmenté de 1,0% en septembre.

Selon SCB, la croissance du PIB, corrigée des variations saisonnières, a atteint 1% en septembre par rapport à août, ce qui porte la croissance en glissement annuel (septembre 2021-septembre 2022) à 2,5%.

La consommation des ménages est restée globalement inchangée en septembre.

Par rapport à septembre 2021, la consommation des ménages a augmenté de 1,5 % en termes corrigés des effets de calendrier et à prix constants. Le groupe de secteurs qui a eu un impact positif sur la consommation des ménages est principalement celui des transports, du commerce de détail et des véhicules qui a augmenté de 8,8 % à prix constants par rapport à la même période de l'année précédente. A l'inverse, les achats de meubles, d'ameublement, d'équipement ménager et des produits consommables ont diminué de 10,7%.

La Suède parmi les pays les plus exposés à une crise du marché immobilier,

selon Oxford Economics. Derrière le Canada et la Nouvelle-Zélande, la Suède apparaît parmi les pays développés comme le pays le plus menacé par un effondrement des prix du logement qui devrait atteindre 15% sur les 12 prochains mois, en lien avec la fragilisation du marché du travail et la hausse des taux d'intérêt. Les prix ont déjà diminué de 9% depuis février 2022, date du pic des prix du logement. La PDG d'Hemnet, principal annonceur immobilier en Suède, minimise cette vision pessimiste du marché et affirme que la tendance actuelle à la baisse des prix s'explique aussi par une correction naturelle du gonflement des prix lors de la pandémie.

LKAB mise sur les métaux de terres rares. Outre le projet très médiatisé de minerai de fer sans fossile (« acier vert »), LKAB consacre beaucoup de ressources à l'extraction de métaux de terres rares en raison de la demande croissante en ligne avec l'électrification. Pour accélérer cette transition, LKAB deviendra le principal actionnaire de la société norvégienne Reetec, qui construira une nouvelle usine à Herøya près d'Oslo. Ce dernier a mis au point une méthode d'extraction des métaux terrestres qui réduit les émissions de dioxyde de carbone de 90%.

Polestar obtient un nouveau financement de 18 Mds de SEK (1,7 Mds€). Volvo Cars représente la moitié de ce montant en prêtant 830 M€ au constructeur de voitures électriques. L'autre actionnaire principal de Polestar, PSD Investment, a également décidé de contribuer avec des fonds financiers. "Nous nous félicitons du soutien continu de nos principaux actionnaires (...). Avec des fonds suffisants jusqu'en 2023, nous restons concentrés sur notre activité", a déclaré Thomas Ingenlath, PDG de Polestar. La participation de Volvo Cars dans la société s'élève actuellement à 48,3%.

Xavier Niel rentre dans le capital de Millicom. L'entrepreneur français Xavier Niel vient de prendre le contrôle de 7,1% du capital de l'opérateur de téléphonie Millicom (un investissement de près de 150 M€), par l'intermédiaire de la société Atlas Investissement. Millicom, opérateur de téléphonie surtout présent dans les pays en développement en Afrique et en Amérique latine, est coté à la Bourse de Stockholm et a longtemps été une entreprise clef de la sphère familiale Stenbeck (Kinnevik). M. Niel exprime son soutien à la stratégie et à la gestion actuelles de Millicom qui opère à l'international le plus souvent sous le label Tigo.

EQT serait sur le point de devenir l'actionnaire majoritaire du télédiffuseur français TDF. Le premier actionnaire du télédiffuseur français, le canadien Brookfield, a mandaté deux banques d'affaires pour céder sa participation de 45% dans TDF. Ce dernier exploite et gère des infrastructures de

télécom (réseau fibre optique, TNT, radio...) pour des clients privés et publics dans toute la France. Selon la presse locale, la société suédoise de capital investissement EQT en partenariat avec l'américain Tillman Infrastructure seraient les mieux placés pour remplacer Brookfield en tant que principal investisseur de TDF, dont la valorisation globale avoisine 9 Mds de USD. Une offre concrète est attendue courant novembre.

25% des commerces de vêtements ont fermé depuis 2017. Ce secteur fortement confronté à la concurrence internationale et du commerce en ligne a connu le plus grand déclin net de magasins physiques. Selon la Fédération HUI, 730 boutiques ont fermé depuis 2017, soit près de 25% des magasins. Cette spirale négative se poursuit cette année encore avec la fermeture récente des 92 boutiques de la chaîne Indiska suite à sa mise en liquidation. A noter que le commerce de détail à bas prix va à contre-courant, représentant une proportion élevée des ouvertures de magasins l'année dernière.

Swedavia reçoit de vives critiques pour avoir acheté du matériel chinois. L'entreprise publique Swedavia, qui possède et exploite dix aéroports suédois, a été vivement critiquée par l'Agence suédoise des transports pour sa décision d'acheter des dispositifs de contrôle chinois pour le contrôle de sécurité d'Arlanda à Stockholm. Les équipements en question proviennent de la société chinoise Nuctech, qui a des liens avec l'armée chinoise et a déjà été mise sur liste noire par les États-Unis. Toutefois, avant que l'achat ne soit scellé, l'ambassade des États-Unis a tenté de mettre en garde les autorités suédoises contre ce marché et ses dangers pour la sécurité. Dans un rapport de renseignement, l'agence américaine Homeland Security estime qu'elle « soupçonne que, s'il existe des portes dérobées ou des vulnérabilités, un contrôle à distance sera possible pour accéder au système de Nuctech et à d'autres infrastructures de réseau ». L'Agence suédoise des transports exige que Swedavia procède à une évaluation de sécurité par le service de sécurité suédois (SÄPO) afin d'approuver l'équipement chinois avant son installation à Arlanda. L'Agence suédoise des transports menace de lui infliger des amendes pouvant atteindre 50 M de SEK (4,6 M€).

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,7	0,9	1,6	1,3	5,1	0,2	0,9	0,7
Danemark	1,1	1,9	0,8	2,7	4,9	-0,5	0,9	N/A
Finlande	-0,2	1,6	0,9	0,7	3,0	0,5	1,0	N/A
Norvège ¹	-0,0	0,6	4,0	0,1	3,9	-0,9	0,7	N/A
dont PIB continental	-0,6	0,7	2,9	1,5	4,1	-0,4	0,7	N/A
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-0,9	3,9	N/A

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

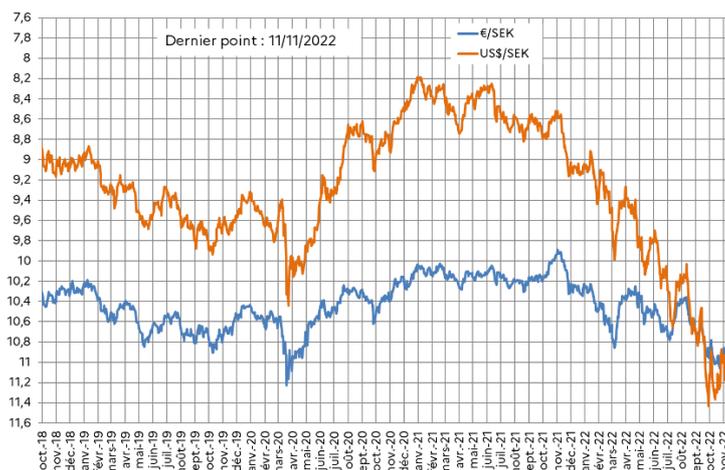
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7

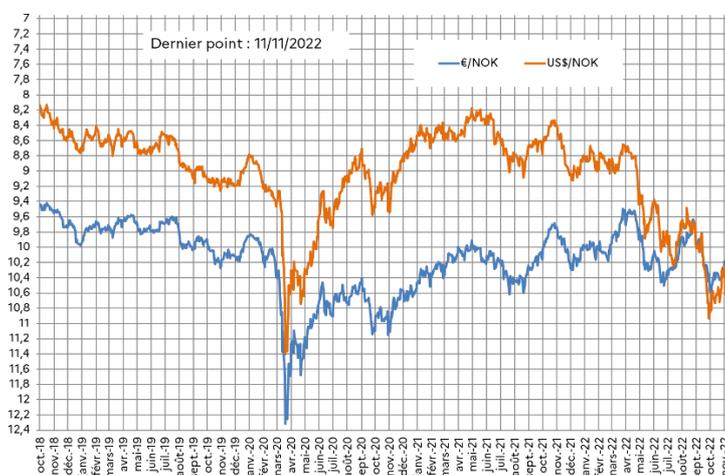
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, T. d'Hardemare) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr